

Atos veut mettre un terme à un contrat « mortel » au Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, **Atos tente de sortir précocement d'un contrat de plusieurs centaines de millions de livres** conclu avec le gouvernement britannique. Des menaces de morts « *persistantes* » ayant été proférées contre ses équipes chargées d'évaluations controversées liées une **allocation d'invalidité**, rapporte le [Financial Times](#) dans son édition du 20 février.

Externalisation d'un service public

Pour la SSII française, dont la filiale santé **Atos Healthcare** détermine via des **tests « d'aptitude au travail »** si le demandeur peut ou non bénéficier de prestations liées au handicap, la situation est devenue intenable. Plusieurs de ses 2 000 collaborateurs chargés de ce contrat auraient été menacés, en personne ou via les réseaux sociaux. Atos estime le nombre moyen d'incidents (insultes ou agressions contre ses personnels) à 163 par mois en 2013.

Atos tenterait depuis octobre 2013 de négocier avec le gouvernement de **David Cameron** la clôture du contrat avant le terme prévu en août 2015. Il y a urgence, car **ce contrat d'externalisation d'un service public à une entreprise privée ne satisfait plus personne**, ni les demandeurs, ni le ministère britannique du Travail et des Retraites (DWP), ni Atos Healthcare. Selon le prestataire informatique, les tests sont « *dépassés* ».

Un contrat de plus de 100 millions de livres par an

Ce contrat qui rapporte plus de 100 millions de livres sterling par an à Atos, a été initié dès 1998 sous un gouvernement travailliste. En 2005, puis en 2010, le contrat a été renouvelé pour cinq ans. L'actuel gouvernement conservateur, dans un souci de réduction des coûts, s'est depuis prononcé pour **interdire l'accès aux prestations à davantage d'individus considérés aptes au travail**. Mais, un tiers des décisions d'Atos qui se sont traduites par un refus d'allocation auraient été invalidées en appel, d'après le *Financial Times* (lire également [Atos, sponsor controversé des Jeux paralympiques de Londres](#)).

Malgré tout, la SSII française reste un prestataire de référence pour le Royaume-Uni. Atos a signé l'an dernier avec le gouvernement britannique un autre contrat de 400 millions de livres sur cinq ans portant sur l'évaluation de titulaires, actifs ou non, d'une pension d'invalidité (*new Personal Independence Payment*). Par ailleurs, l'ensemble des contrats conclus entre Atos et le secteur public britannique auraient rapporté à la SSII **700 millions de livres en 2012**.

En complément

[Toute nos actualités sur Atos](#)